

COMMUNIQUE DE PRESSE - 08/11/2021

Briançon, lundi 08 novembre 2021

Depuis deux semaines maintenant, la situation de crise reste inchangée : associations, citoyens et citoyennes solidaires des personnes exilé.es continuent la lutte.

Cette semaine, après la neige, les températures sont descendues à -10 degrés. De nombreuses familles avec enfants en bas âge arrivent chaque nuit. Nous sommes ici sur un territoire de montagnes inhospitalier et dangereux. La paroisse Sainte Catherine qui a généreusement ouvert ses portes s'est transformée en campement de fortune avec deux grandes tentes installées pour accueillir près de 100 personnes. Un réseau d'hébergeurs solidaires a aussi été mis en place et la mobilisation citoyenne grandit.

Depuis la mise à l'abri de plus de 200 exilé.es à la gare de Briançon le 24 octobre dernier, la sonnette d'alarme ne cesse d'être tirée.

Associations et citoyens solidaires multiplient les actions et interpellations pour avoir une réponse des pouvoirs publics face à cette crise humanitaire : lettre à la préfète et interpellation lors d'une réunion à Guillestre, interpellation du cabinet Wargon, tentative de mise à l'abri des exilé.es dans un ancien centre de vaccination, banderoles, lancement d'un réseau d'hébergeurs solidaires, tracts distribués dans les marchés, etc.

Seule réponse des pouvoirs publics : une lettre aussi surprenante que violente de la préfète des Hautes Alpes, Mme Martine Clavel que vous trouverez ci-joint : **elle concède la présence de personnes sans solution d'accueil et d'hébergement dans le briançonnais, mais réfute la nécessité de lieux d'accueil d'urgence dans le Briançonnais mettant par la même occasion en cause notre légitimité et nous oppose ainsi une fin de non-recevoir à nos conditions de réouverture.** Au contraire, elle assume "une gestion maîtrisée des flux » par un "dispositif renforcé à la frontière" au mépris de la loi, qui prévoit depuis 1982 la possibilité de solliciter l'asile à la frontière.

De Calais, en passant par Vintimille, Bayonne, jusqu'à Briançon, nous faisons face à une politique répressive, indigne et irresponsable, qui met en danger des vies humaines. Nous sommes plus déterminé.es que jamais à faire entendre nos revendications et à montrer la réalité de cette situation que l'Etat invisibilise consciemment dans la plus grande inhumanité.

Depuis trop longtemps, nous, associations, solidaires et citoyens, assurons seuls la responsabilité de mise en sécurité, de mise à l'abris, d'accueil, d'hébergement et des prises en charge des besoins en santé des exilé.es. Nous réitérons notre demande auprès des pouvoirs publics pour :

- Un véritable espace de dialogue et de concertation avec les associations, citoyens, citoyennes et personnes concernées
- La mise en place d'un système d'accueil d'urgence digne en complément du refuge solidaire au sens de l'art 345-2-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles
- L'accès à des tests COVID-19 afin d'assurer une mission de santé publique et la continuité des parcours
- Un accès facilité aux moyens de transports.

Votre travail journalistique est précieux pour diffuser et expliquer la situation. Une grande mobilisation, à laquelle vous êtes tous et toutes conviées est organisée à Briançon le samedi 13 novembre. Nous vous invitons à venir sur place, et/ou à échanger avec nous.

Collectif Refuges Solidaires, Tous Migrants, Médecins du Monde, Les Terrasses Solidaires, Les solidaires de Briançon.

Adresse email de contact des associations signataires : communication@tousmigrants.org

Numéro contact presse : 075865055



**COLLECTIF
SOLIDAIRES
DE
BRIANÇON**